



Extract of Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Effervescence-du-monde-sociopolitique-autochtone-quebecois-en-2012-2013>

Effervescence du monde sociopolitique autochtone québécois en 2012-2013

- Politique québécoise - Premières nations -



Publication date: mardi 11 février 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

On pourra constater en lisant cette chronique que le monde autochtone et para-autochtone québécois a été très actif ces derniers mois, ce qui pourrait s'expliquer par la convergence de différents facteurs d'ordre politique, économique et historique. Le contexte politique québécois du printemps 2012 a été marqué par une immense mobilisation, d'abord étudiante, ensuite socialement généralisée, contre les politiques néolibérales du gouvernement Charest, mettant ainsi la table pour toutes les revendications, y compris les revendications autochtones. À Ottawa, les politiques néoconservatrices du gouvernement Harper et les projets de loi anti-environnementaux C-38 et C-45 ont mis le feu aux poudres dans les relations entre le gouvernement fédéral et les Premières Nations, conduisant à la grève de la faim fortement médiatisée de la cheffe d'Attawapiskat Theresa Spence. L'émergence du mouvement pancanadien Idle No More en automne 2012 et celle de la jeune section québécoise du mouvement Idle No More/Fini l'inertie (qui a pris la plume rouge comme emblème, un clin d'oeil au « carré rouge ») se situent peut-être dans cette double mouvance.

(Ce texte sera publié dans la revue Recherches amérindiennes du Québec -sortie le 14 février)

Du point de vue économique, le développement accéléré des ressources naturelles (mines, hydro-électricité et forêts) dans les territoires habités par des autochtones, fortement encouragé par les gouvernements provinciaux et fédéral, a accéléré la résistance des communautés. Dans le contexte global actuel d'inégalité socio-énergétique et de réchauffement climatique, les organismes altermondialistes et de défense de l'environnement se sentent très proches des valeurs autochtones qui revendiquent pour la plupart une gestion des ressources naturelles respectant la capacité de la planète Terre à se régénérer.

Finalement, la venue au Québec de la Commission de vérité et de réconciliation aura eu un impact certain. La diffusion nationale dans les médias de l'information concernant ce pan honteux de l'histoire coloniale canadienne (même si l'aspect politique y était souvent dilué) aura, nous l'espérons, permis à de nombreux Québécois de faire les liens qui s'imposent entre, d'une part, ce processus planifié d'acculturation et de destruction sociale et, d'autre part, les importantes difficultés sociopolitiques actuelles de plusieurs communautés autochtones. D'autre part, pour les survivants des pensionnats eux-mêmes et leurs familles, la prise de parole publique aura peut-être permis d'exorciser une partie des souffrances, favorisant ainsi un processus de guérison collectif qui permettra de « tourner la page » et de reprendre la place essentielle qui leur est propre dans l'espace public social, politique et environnemental québécois.

Avril-mai-juin 2012 : printemps autochtone

Le « printemps autochtone » s'ouvre par la grande marche de 750 km d'une douzaine de courageuses femmes innues de Maliotenam qui réclament d'Hydro-Québec l'arrêt des travaux du barrage de La Romaine et, de façon plus large, le respect du Nistassinan [1]. Cette marche, appuyée par le groupe Alliance romaine, se termine le 22 avril au grand rassemblement du Jour de la Terre 2012, où des milliers de « carrés rouges » du « printemps érable » sont présents. La pétition « Pour le respect des droits des autochtones » d'Amnistie internationale - section Canada francophone est mise en ligne et récoltera plus de 3000 signatures.

Les 2 et 3 mai, quelques centaines de personnes représentant les différentes instances gouvernementales allochtones et autochtones, les universités québécoises, plusieurs organismes de la société civile et plusieurs

syndicats, ainsi que des membres de certains partis politiques, participent au Forum « Plan Nord : ne perdons pas le nord ! » Selon une des organisatrices, c'est « le premier forum paritaire autochtone-allochtone ET homme-femme de l'histoire ! » (voir Trudel 2011).

En juin, les Attikameks d'Obedjiwan et de plusieurs communautés bloquent les opérations forestières en Haute-Mauricie afin de contester les activités de l'entreprise Kruger qui s'effectuent sans leur consentement et sans consultation.

Juillet- août- septembre 2012 : blocages et colloques populaires

En juillet, les Anichinabés de Lac- Barrière alias Lac-Rapide, appuyés par des militants québécois et ontariens de l'organisme Solidarité Lac-Barrière, bloquent l'accès aux chemins forestiers situés dans leur territoire traditionnel face aux travailleurs de la multinationale forestière Résolu Produits forestiers, anciennement Abitibi Bowater.

Leur but est de réclamer, encore une fois, le respect de l'entente trilatérale dûment signée en 1991 par Québec, Ottawa et la communauté de Lac- Barrière. À la suite de cette revendication, des « mesures d'harmonisation » intérimaires sont définies entre les parties. Le 8 août, une manifestation pour la rivière Romaine est organisée par les marcheuses de Maliotenam, Alliance Romaine et la Fondation Rivières. Trois grands colloques de la société civile se succèdent ensuite en l'espace de quelques semaines, de la mi-août à la fin de septembre. L'Université d'été des Nouveaux Cahiers du socialisme présente une conférence de Ghislain Picard, chef de l'APNQL ainsi que deux ateliers reliés aux enjeux autochtones avec Viviane Michel et Aurélie Arnaud, de Femmes autochtones du Québec, ainsi que l'artiste et militante kanienkehaka Ellen Gabriel.

De son côté, l'École d'été de l'Institut du Nouveau-Monde présente en août une conférence de la coprésidente du Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal, Odile Joannette. Finalement, une alliance d'organismes portée par le Québec Public Interest and Research Group (QPIRG) de l'Université Concordia organise un Forum anti-colonial contre le Plan Nord, donnant entre autres la parole aux marcheuses innues Denise Jourdain et Élyse Vollant ainsi qu'à Ellen Gabriel.

Octobre-novembre-décembre 2012 : Commission FRAPRU sur le logement et grève de la faim

Le 2 octobre, Amnistie internationale organise un débat intitulé « Plan nord : et si cela nous unit » à la Maison du développement durable, avec Alice Jerome, cheffe du grand Conseil algonquin-anishinabeg. Le 26 octobre, l'organisme Femmes autochtones du Québec invite la population québécoise au lancement de son nouveau document « Lignes directrices en matière de recherche avec les femmes autochtones [2] ».

En octobre et novembre 2013, la Commission itinérante sur le logement du FRAPRU parcourt le Québec pour sensibiliser les gouvernements aux problèmes de logement des plus démunis de la société. De façon symbolique, la Commission lance ses travaux dans le village nordique inuit de Kuujuaq le 12 octobre et termine son parcours le 23 novembre dans la communauté anichinabée de Lac-Simon.

L'année 2012 se termine par une action dramatique. Le 12 décembre Theresa Spence, la cheffe de la réserve crie d'Attawapiskat, située sur la rive ouest et ontarienne de la baie James, entreprend une grève de la faim pour dénoncer le Projet de loi C-45 et les mauvaises conditions de vie de sa communauté. Cet événement très médiatisé, qui durera jusqu'au 23 janvier 2013, bouleverse la population canadienne et attire l'attention de la communauté internationale, mettant le gouvernement fédéral dans l'embarras. Plusieurs organismes autochtones et allochtones du Québec appuient publiquement ces revendications (voir Collectif 2013). Une première vague de mobilisation pancanadienne du mouvement Idle No More (INM) a lieu le 10 décembre et la section québécoise du mouvement

organise une première activité le 21 décembre.

Événements reliés à la Commission de vérité et de réconciliation (2012)

"" 28 février (Québec) : Projet Wampum - Soirée de rencontre et de sensibilisation entre autochtones et non-autochtones.

"" 8 mars (Montréal) : Le pouvoir des femmes, avec Françoise David, Widia Larivière et des coopérantes de l'Amérique centrale.

"" 17 mars (Montréal) : Conférence « Comprendre la situation des Autochtones du Canada », avec Michèle Audette de Femmes autochtones du Canada.

"" 19 mars (Montréal) : Présentation commentée du documentaire Nous n'étions que des enfants de Tim Wolochatiuk.

"" 20 mars, Jardin des Premières Nations du Jardin botanique : Cérémonie du lever du soleil et de la « tente à suer » pour les survivants des pensionnats autochtones.

"" 25 mars (Montréal) : Projet Wampum - Soirée de rencontre et de sensibilisation entre autochtones et non-autochtones.

"" 18-19 avril : Pensionnats autochtones au Québec : Héritage pour la recherche - Colloque organisé conjointement par l'Université de Montréal et l'Université Concordia.

"" 17 juin : Présentation du film We Were Children, commenté par des survivants mohawks des pensionnats autochtones de Kanesatake (voir http://www.nfb.ca/film/wewere_children).

Janvier-février-mars 2013 : Idle No More/Fini l'inertie se fait entendre

Le 11 janvier, la section québécoise d'INM, devenue INM/Fini l'inertie, organise une marche à laquelle participeront plus de 2000 personnes. Le 28 janvier commence par une cérémonie du lever du soleil avec une aînée mohawk et se poursuit par un transport vers Ottawa pour ceux et celles qui veulent participer à la manifestation nationale. Pour ceux qui restent, il y aura deux événements en soirée : une « Soirée solidaire INM/Fini l'inertie » avec la présidente de Femmes autochtones du Québec, Viviane Michel, et une présentation du film The People of the Kattawapiskak River par Alanis O'Bomsawin, en présence de la réalisatrice (voir http://www.nfb.ca/film/people_of_kattawapiskak_river/). En janvier, les deux porte-paroles d'INM/ Fini l'inertie participent à l'assemblée de fondation du Forum social 2014 Québec-Canada-Peuples autochtones à Ottawa. Le 10 février, le mouvement organise une manifestation à Montréal contre les projets de loi C-45 et C-38 du gouvernement Harper, et le 21 février les porte-paroles participent à un souper-partage, intitulé « Solidarité avec les premières nations en résistance », au Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles. Le 21 mars, INM/Fini l'inertie organise une danse traditionnelle à Montréal, et le 10 avril, le mouvement tiendra une soirée d'information avec Greenpeace Québec.

Le 23 mars, le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or organise sa treizième marche Gabriel-Commanda contre le racisme, qui, malgré la tempête, attire des centaines de personnes. Avril-mai-juin 2013 : histoire et solidarité Du 12 au 14 avril, l'organisme Femmes autochtones du Québec (FAQ) et la Fédération des femmes du Québec organisent

une fin de semaine de réflexion, d'apprentissage et de partage des luttes intitulée « Autodétermination des peuples autochtones et colonialisme ». Le 11 mai, la présidente de FAQ et le député Amir Khadir de Québec solidaire déposent à l'Assemblée nationale une pétition signée par 4411 personnes pour exiger que la réforme du programme d'histoire au secondaire inclue l'histoire des peuples autochtones. Le 15 juin, INM/Fini l'inertie participe à la conférence « Contrer le modèle extractiviste canadien » dans le cadre du Festival des solidarités 2013 organisé par le groupe altermondialiste Alternatives.

Le 21 juin, Journée nationale des autochtones, a lieu une « Grande manifestation festive Idle No More/Fini l'inertie », appuyée par de nombreux organismes [3]. La Journée des autochtones du 21 juin est aussi, pour l'organisme de « tourisme social » L'Autre Montréal, l'occasion d'organiser une tournée intitulée « Les Autochtones et la ville », suivie d'une visite dans la communauté de Kahnawake.

Juillet-août-septembre 2013 : délégations et colloques populaires

En juillet, une délégation québécoise mise sur pied par l'organisme Alternatives et composée de plusieurs organismes, dont INM/Fini l'inertie, se rend sur le territoire de la Nation crie de Beaver Lake, à Fort McMurray en Alberta, pour appuyer la Marche de la guérison contre les sables bitumineux/ Tar Sands Healing Walk. Une autre délégation d'organismes est invitée dans la communauté anichinabée de Lac-Barrière située dans la réserve faunique de La Vérendrye, afin de relancer la campagne de sensibilisation en faveur de l'entente trilatérale de gestion du territoire car l'entente d'harmonisation n'a pas fonctionné.

En août, l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde présente une conférence du jeune réalisateur innu Réal Jr Leblanc, ainsi qu'un débatconférence intitulé « Décolonisation et réconciliation : les Autochtones au xxi^e siècle » avec l'anthropologue Pierre Trudel, la militante d'INM/Fini l'inertie Widia Larivière et le député fédéral cri Roméo Saganash. Presque au même moment, l'Université d'été des Nouveaux Cahiers du socialisme présente une conférencedébat intitulée « Le message autochtone : lutter ensemble », avec Janet Mark, coordonnatrice de la formation autochtone à l'UQTR, la militante d'INM/Fini l'inertie Melissa Mollen- Dupuis, l'aîné et militant anichinabé de Lac-Barrière Michel Thusky et la viceprésidente de la CSN Manon Perron.

Conclusion

Nous pouvons constater à la lecture de ce recensement d'activités que cette effervescence sociopolitique est majoritairement portée par les jeunes et par les femmes. Il s'agit d'activités de revendications qui utilisent le canal de l'action directe (manifestations, marches, blocages, prises de parole) plutôt que celui des négociations traditionnelles.

Ce type de revendication aura été propice à plusieurs rencontres entre les militants autochtones et les militants des mouvements sociaux allochtones sur le terrain.

Geneviève Beudet a été la porte-parole du <http://www.pressegauche.org/spip.php?article15271> >Comité citoyen pour le centre hébergement inuit dans Villeray d'avril 2011 à octobre 2013. Elle est maintenant impliquée avec l'Université d'été des [Nouveaux cahiers du socialisme](#) et est nouvellement responsable de la section Actualités de la revue Recherches amérindiennes au Québec. Geneviève Beudet détient un baccalauréat en musique et un Diplôme de 2e cycle en administration institutionnelle de l'université Concordia. Elle a travaillé comme musicienne autonome pendant une quinzaine d'années tout en élevant ses deux enfants, puis dans le milieu communautaire pendant une dizaine d'années. Elle travaille comme technicienne syndiquée (SCFP) à l'université de Montréal depuis 2009.] en 2010 ainsi que la responsable de la commission thématique sur les droits des autochtones de Québec solidaire d'avril 2011 à octobre 2013. Elle est maintenant impliquée avec l'Université d'été des Nouveaux cahiers du

socialisme et est nouvellement responsable de la section Actualités de la revue [Recherches amérindiennes au Québec](#).

Geneviève Beudet détient un baccalauréat en musique et un Diplôme de 2e cycle en administration institutionnelle de l'université Concordia. Elle a travaillé comme musicienne autonome pendant une quinzaine d'années tout en élevant ses deux enfants, puis dans le milieu communautaire pendant une dizaine d'années. Elle travaille comme technicienne syndiquée (SCFP) à l'université de Montréal depuis 2009.

[1] Cette marche fait suite au blocage de la route 138, un événement qui a fait l'objet d'un beau documentaire intitulé Blocus 138, du jeune cinéaste innu Réal Jr Leblanc : <http://wapikoni.tv/medias/fiche/movie/730>.

[2] Disponible sur le site de FAQ : <http://www.faq-qnw.org/fr/publications/> lignes-directrices-en-mati%C3%A8re-recherche-avec-les-femmesautochtones

[3] FAQ, la FFQ, Greenpeace Québec, le GRIP de l'UQAM, Amnistie internationale, la Coalition pour les droits des peuples autochtones au Québec, l'ASSÉ, le Réseau québécois des groupes écologistes, la CSN, la Fondation David Suzuki, Nature Québec, la Fondation Rivières, le CCMM-CSN, AmiEs de la Terre de Québec, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala, The Native Youth Sexual Health Network, SOS Poigan et Québec solidaire.